

Des partisans d'une ferme-usine menacent par le feu l'association écologiste

13 juin 2015 / Julie Lallouët-Geffroy (Reporterre)



Dans la nuit de mercredi à jeudi à Heuringhem, dans le Pas-de-Calais, un opposant à une ferme-usine de 4 500 porcs se réveille en sursaut : de la paille et un pneu brûlent devant chez lui. Des intimidations qui pourraient être le fait de militants FDSEA, mécontents d'une décision de justice défavorable à la ferme-usine.

« J'ai été réveillé à 1h30 par les pompiers. Ils venaient d'éteindre un feu de paille sèche et d'un pneu allumé devant l'entrée de ma maison ». Jean-Michel Jedraszak, porte-parole de l'association Aives, découvre également que des graffitis ont été peints sur la porte et sur la persienne de son cabinet médical, à quelques kilomètres de chez lui. Même chose devant la mairie. Banderoles et tags ont été laissés sur place : « Nous sommes tous Aurélie », inscrit dessus, du nom de la productrice à l'origine du projet de la ferme-usine de porcs. C'était jeudi

matin 11 juin.



Devant le cabinet médical de Jean-Michel Jedraszak

« Nous n'avons pas de témoin, pas de preuve ; mais avec cette banderole, on sait que ça vient de la FDSEA, tout simplement parce qu'ils avaient la même banderole la semaine dernière *lors de leur congrès régional* », explique Jean-Michel Jedraszak. L'intimidation n'aura peut-être pas l'effet escompté : « Je suis plus déterminé que jamais, ça me renforce plutôt qu'autre chose. »

L'association Aives (*Association intervillages pour un environnement sain*) milite contre le projet de ferme-usine de porcs porté par Aurélie Bridault. Cette exploitation veut se doter d'un cheptel de 4 500 animaux, implantée sur la commune d'Heuringhem dans le Pas-de-Calais. La productrice de porcs assurait *dans la presse locale* que « 4 500 équivalents animaux, ce sont des termes administratifs. Cela correspond à un élevage de 282 truies productives, soit 312 truies présentes. » Sauf que l'installation engraissera aussi les porcelets, si bien que 4 500 animaux devraient être présents en permanence.

Le projet a été lancé en 2011 mais a subi un coup d'arrêt avec la suspension du permis de construire en octobre 2013. Après un an et demi d'arrêt des travaux, le tribunal administratif de Lille a rendu lundi dernier sa décision : l'annulation partielle du permis de construire.



A la mairie

Des actions militantes qui « méritent la qualification de fascistes »

Cette décision de justice ne semble pas avoir été acceptée par les défenseurs du projet. Jean-Michel Jedraszak de l'Aives est choqué : « *Moi, je m'attaque à un bout de papier ; ça n'a rien à voir avec ce qu'il vient de se passer.* » La Confédération paysanne quant à elle **ne mâche pas ses mots**. Elle condamne « *fermement le comportement irresponsable des membres de la FDSEA 62, poussés par leur président à perpétrer des actes qui méritent la qualification de fascistes.* »



A la mairie, banderole « Nous sommes tous Aurélie »

Le président de la FDSEA 62, Pierre Hannebique, trouve le terme tranché et il répond qu'« *on nous parle des méthodes de la FNSEA mais regardez celles de la Confédération paysanne qui va démonter une salle de traite...* » Mettre sur le même plan une action de démontage en **plein jour sur le site de la ferme-usine des milles vaches** et une autre qui déclenche un feu devant une habitation la nuit ne semble pourtant pas relever du même registre. Le président de la FDSEA 62 le reconnaît, « *la réaction à la décision du tribunal est disproportionnée* ». Quant aux feux déclenchés dans la nuit de mercredi à jeudi, il ne la revendique pas mais ne la nie pas non plus. « *Je comprends que certains soient en colère et agissent ainsi, mais je ne cautionne pas.* »

La réponse n'étonne pas, elle a déjà été entendue à de nombreuses reprises. On se souvient de la FNSEA qui **avait piétiné des ragondins à Nantes**. Réaction de Xavier Beulin, le président national : « *Je considère que c'est une connerie et je ne cautionne pas ce type de dérapage.* »

Il y avait eu en septembre 2014 l'incendie du centre des impôts et de la Mutualité sociale des agriculteurs dans le Finistère. **Déclaration de Xavier Beulin**, président national du syndicat qui a temporisé en expliquant que « *c'est une action d'une violence certaine qui traduit malheureusement une exaspération, une détresse très forte dans le monde agricole* »

aujourd'hui ». De son côté, le président départemental du syndicat agricole, Thierry Merret, avait carrément soutenu les délinquants, déclarant : « *Je tire un coup de chapeau à ceux qui ont osé faire ce qu'ils ont fait.* »



Devant le domicile de Jean-Michel Jedraszak, à l'arrivée des pompiers

Lire aussi : Armé d'une tronçonneuse, le milicien FNSEA hurle : « Ta gueule, salope »

Source : Julie Lallouët-Geffroy pour *Reporterre*

Photos :

. Intervention des pompiers et traces des feux déclenchés : Jean-Michel Jedraszak